



Laurence TROCHU
Discours de Lyon 18 juin 2018

Mes chers amis,

Merci aux Lyonnais de nous accueillir, merci Laurent Wauquiez de nous recevoir dans votre belle Région. Je salue particulièrement les élus qui nous entourent ce soir. Merci aux adhérents et aux militants venus aussi nombreux : votre engagement à nos côtés est un honneur.

Votre présence ce soir est un signe fort. Elle est la preuve que le virus de la marche est bien loin d'avoir atteint tous les Français. Nous sommes nombreux à nous interroger : marcher, pourquoi pas, mais vers quoi exactement ?

Sommes-nous bien sûrs que le monde vers lequel nous marchons sera meilleur que notre monde d'aujourd'hui ?

Quand nous avons créé Sens Commun il y a 4 ans, avec certains d'entre vous déjà, nous avons publié le manifeste « la droite que nous voulons ».

Et la droite que nous voulons, assume le fait de questionner et contester le sens de la marche. Avec comme seul horizon la société durable que nous voulons bâtir.

Une société qui ne soumet pas l'humain à l'économie. Qui ne renie pas son passé ni l'existence d'une culture française. Qui ne bouscule pas les équilibres fragiles construits par notre nation à travers les siècles. Qui ne vante pas à tour de bras le multiculturalisme, au nom de cette haine de soi que la gauche a réussi à nous imposer.

Nous revendiquons le droit de pointer un autre cap et de proposer un autre chemin. A l'ère du jetable, de l'obsolescence programmée, du zapping permanent, de la marchandisation de tout, des corps et des esprits, la droite a le devoir de retrouver sa vocation. Celle de la défense d'une société durable et équilibrée.

La France de demain sera ce que nous déciderons d'en faire. Il n'y a pas, il n'y jamais eu de sens de l'Histoire. Nous ne nous battons pas seulement pour défendre ce que nous sommes. Nous nous engageons pour ce que nous voulons devenir. Et j'ose le dire, pour une certaine idée de l'homme et une certaine idée de la France. Notre regard n'est pas tourné vers l'arrière mais fixé avec détermination vers l'avenir.

Le 18 juin 1940, alors que tout semblait condamner la France, le Général de Gaulle a montré qu'une autre voie était possible. A notre tour, ne nous interdisons pas d'être audacieux et conquérants.

Pour construire une société durable, nous devons parler d'écologie.

Le citoyen est devenu avant tout consommateur, adepte du « toujours plus », exploitant à l'excès les richesses naturelles au détriment des générations futures. Oui, il y a urgence à retisser le lien viscéral qui unit l'Homme à la Nature, à travers toutes ses composantes : L'homme doit protéger l'environnement d'où il puise ses ressources.

Nous promouvons une croissance harmonieuse : agriculture raisonnée, industrie respectueuse de l'environnement autant que des hommes, développement des énergies complémentaires et durables. Osons le progrès pour inventer des alternatives là où, par confort ou paresse intellectuelle, on pourrait oublier de penser à demain.

La réalité, c'est que la droite a délaissé trop longtemps les questions environnementales et écologiques. La gauche l'a bien compris et s'est emparée du sujet pour tenter de faire croire à la construction d'une autre société, qui serait plus écologique.

Mensonges ! la société dont ils rêvent serait à la fois le tombeau de la Nature et celui de l'Homme. Aujourd'hui, c'est aussi l'Homme qui est menacé. Est-il un simple matériau, objet d'expérimentations techniques, sociales, économiques ou médicales ? Ou bien est-il la mesure de toute chose à laquelle s'ordonne et pour laquelle doit s'organiser la société ?

Le voilà désigné comme l'ennemi de la Nature ! Alors que le mot « humanisme » est dans tous les discours, c'est aujourd'hui la nature de l'Homme qui est attaquée. Soyons cohérents ! On ne peut pas s'inquiéter des effets de tel ou tel produit sur l'environnement et laisser faire n'importe quelle expérimentation douteuse sur l'Homme.

Le transhumanisme, l'intelligence artificielle, l'euthanasie, les mères porteuses, la fabrique d'enfants sans père, sont également des défis écologiques majeurs. Nous sommes devant une responsabilité historique vis-à-vis de nos contemporains comme des générations futures.

Pour une société durable, nous devons parler d'économie.

Une économie au service de l'homme et non l'inverse. Une économie qui respecte l'autonomie de chacun et lui permet d'être libre et de s'approprier par le travail et l'échange le fruit de de son activité. Une économie qui appelle la responsabilité parce que le droit de propriété fait naître un devoir. La croissance et la consommation de toutes les générations dépendent de la capacité de chacun à créer, maintenir et transmettre la richesse. C'est aussi cela la solidarité intergénérationnelle.

Nous ne pouvons donc ignorer les préoccupations liées à l'endettement de la France, car ce serait hypothéquer l'avenir de nos enfants. Qu'allons-nous leur laisser ? Une dette de 2300 milliards qui croît chaque seconde de 2265 euros ! Comment un gouvernement peut-il garder la confiance des agents économiques si lui-même ne suit pas les règles préétablies et n'obéit pas aux exigences d'équilibre ? Nous ne sommes pas résignés et, en économie comme ailleurs, nous faisons nôtre cette maxime de Socrate : « La chute n'est pas un échec. L'échec, c'est de rester là où on est tombé. »

Pour construire une société durable, nous devons parler d'Europe.

Oui, nous aimons cette civilisation européenne, aux racines gréco-latines et judéo-chrétiennes. Une Europe généreuse, audacieuse, consciente de sa vocation d'ouverture au monde. Oui, la France a besoin de l'Europe.

Mais quelle Europe ? Que demande-t-on à l'Europe ? Qu'attendez-vous de l'Europe ? On se perd dans des batailles sémantiques. Etes-vous eurosceptiques ? Eurobéats ? Européistes ? Souverainistes ? Il est urgent de dépasser les postures et de définir clairement ce qu'on attend de l'Europe.

Nous, nous le savons.

Nous attendons de l'Europe la promotion de notre culture et de notre civilisation.

Nous attendons de l'Europe qu'elle soit un bloc qui puisse peser économiquement face aux géants que sont les Etats-Unis ou la Chine.

Nous attendons de l'Europe qu'elle mène une lutte efficace contre l'immigration clandestine. Nous exigeons la protection de nos frontières. Sans frontières la démocratie est fragilisée parce qu'il n'y a plus de territoire dans lequel se construit un pacte social.

Nous attendons de l'Europe qu'elle permette à nos agriculteurs de vivre dignement et librement de leur travail. Qu'elle défende nos emplois par la recherche, les investissements stratégiques et la conduite de grands projets.

Nous attendons en fait le respect réel du principe de subsidiarité, pourtant inscrit dans les gènes de l'Europe. Où est le principe de subsidiarité quand l'Union européenne produit des normes sur le débit maximum d'un pommeau de douche et abandonne dans le même temps les Etats et les migrants face au drame quotidien qui se joue en Méditerranée ? C'est une subsidiarité à l'envers, c'est le mal qui ronge l'Europe.

Pour construire une société durable, nous devons parler de nos territoires.

La France n'est pas un terrain vague ! Sens Commun ne croit pas et ne souhaite pas un modèle d'Etat Nation clos sur lui-même et vivant en autarcie. Nous ne souhaitons pas non plus le développement incontrôlé d'une société sans frontières, sans cultures ni traditions, qui ne serait pas en mesure de redonner sa fierté à chaque Français.

Un chemin de crête se dessine entre deux écueils : d'un côté, l'idée d'une nation immuable, figée dans le temps et dans un passé fantasmé ; de l'autre, l'idée d'une nation monde, rejetant son histoire et devant être diluée en un patchwork informe et sans limite. Nous le savons, il ne peut y avoir de société sans sentiment d'appartenance.

France des villes et France des champs, il faut pouvoir dire "nous" en parlant de la France !

Pour construire une société durable, nous devons aussi parler d'éducation et de transmission.

La mission première de l'école est la transmission. Mais depuis quelques décennies, les fondations de l'école sont fragilisées : pédagogisme dénigrant les savoirs fondamentaux et la mission du professeur, suspicion à l'égard de notre culture et de notre civilisation... Tous ces maux qui viennent d'une centralisation et d'une bureaucratisation excessive du système éducatif, au détriment des acteurs locaux. Nous voulons une école plus libre dans ses moyens, mais comptable de ses résultats.

C'est parce que nous avons laissé notre culture s'effondrer que la barbarie est réapparue parmi nous. Nous devons redonner à nos enfants les armes intellectuelles qui leur permettront de devenir libres et de trouver leur place au sein d'un héritage culturel commun.

Pour construire une société durable, nous devons parler des familles.

Pas pour donner des leçons de morale à ceux qui voient les choses différemment. Pas pour juger les uns ou les autres. Nous devons parler des familles, parce qu'elles forment le cœur de toute société. Notre repère le plus stable, le premier et le dernier espace de solidarité et de transmission. Le lieu naturel de l'épanouissement de la personne et la rampe de lancement vers le monde.

Alors oui, **nous assumons d'être CONSERVATEURS.**

Parce qu'il est de notre devoir de conserver ce que notre histoire a construit de meilleur. A ceux qui prétendraient bouleverser ce modèle familial hérité de notre histoire, nous posons la question : par quoi le remplacer ? Faut-il remplacer la joie de l'enfantement par le marché de la GPA ? Faut-il remplacer la solidarité avec les personnes âgées par l'euthanasie ? Faut-il remplacer l'accueil des plus faibles par l'eugénisme ?

Est-ce que la droite ose encore affirmer quoi que ce soit sur ces sujets ?

Nous sommes là pour l'encourager et pour exprimer nos désaccords, si c'est nécessaire. Il nous faut cultiver ensemble la fermeté de nos convictions, la constance de nos actions et la justesse de nos propos.

Il faut du courage pour affirmer que les Droits de l'Homme ne se réduisent pas à l'accumulation infinie de droits individuels.

Il faut du courage pour rappeler qu'au-dessus de la satisfaction des désirs individuels, il y a l'intérêt général et le bien commun.

Il faut du courage pour réinventer notre modèle de solidarité pour le rendre durable et soutenable.

Celui de l'Etat-Providence est à bout de souffle, car incapable de se financer sans endettement. Il sape le secteur privé par son niveau excessif de prélèvements.

Il faut du courage pour rappeler que c'est la création de richesses par le biais d'une économie prospère qui permet de réduire globalement et profondément la pauvreté.

Il faut du courage pour rappeler avec humanité que les aides sociales à l'emploi et au logement sont des tremplins pour franchir des étapes difficiles et non pour enfermer l'Homme dans son état de dépendance.

Il faut du courage pour dire que la France, pour aimer l'étranger, a besoin de s'aimer elle-même.

Sa vocation d'accueil suppose préalablement la pleine conscience de ce qui fonde son identité. La fraternité, si nécessaire en ces temps incertains, ne s'exerce avec force que dans la justice. Cet accueil ne doit pas avoir pour conséquence de priver les pays émergents des forces vives qui devraient contribuer à leur développement.

Il faut du courage pour sortir l'écologie de l'ornière idéologique des anarchistes qui n'aiment la Nature que pour mieux haïr l'Homme et la civilisation.

Il faudra du courage, cher Laurent Wauquiez, pour reconstruire la droite autour d'un idéal, d'un projet et des personnalités nouvelles.

Sans jamais céder ni au diktat de la pensée unique ni à la tentation de la démagogie. Il en faut déjà, du courage, pour faire comprendre que le rassemblement souhaité ne peut être que la conséquence d'une adhésion à un projet clair.

Ce projet, c'est nécessairement un projet de société, une vision de l'homme et de la France dans un monde en perte de repères.

Sens Commun y travaille

Il faudra du courage et de l'engagement, pour nous lancer dans les prochaines échéances électorales.

Election par election, commune par commune, département par département, l'engagement est plus que jamais nécessaire.

Depuis des décennies, beaucoup ont considéré que c'était aux hommes politiques de mener le combat politique. Le constat est sans appel : c'est un échec. Ils ont perdu la bataille des idées avant de perdre la bataille des élections. Nous devons désormais mener les deux.

Si chacun d'entre vous se mobilise pour se former, et convaincre, nous gagnerons.

Chaque ville, chaque village gagné est une digue érigée contre le tsunami mondialiste, relativiste, consumériste et finalement inhumain. Il suffit de quelques-uns, qui soient déterminés. Soyons ces quelques-uns, de plus en plus nombreux. Nous, Sens Commun, sommes déjà déterminés.

Nous avons une conviction, née d'une simple observation de ces dernières années : si le bon sens n'est pas clairement exprimé, il ne sera pas entendu par les décideurs. En politique plus qu'ailleurs, qui ne dit mot consent Albert Einstein disait que le monde ne serait pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.

Si nous ne refusons pas le bœuf américain gavé d'antibiotiques et la mise à mort de notre agriculture, l'Europe votera sans sourciller les traités de libre-échange avec le Mercosur. Soyez-en certains.

Si nous n'exigeons pas le déploiement de plus de moyens pour protéger nos frontières, nous verrons s'accumuler les rapports inutiles qui déplorent le manque d'efficacité des garde-frontières aux portes de l'Europe, sans que rien ne change. Tandis que des milliers de personnes continueront de trouver la mort dans le vaste cimetière qu'est devenue la Méditerranée, et de fuir leur pays et leur famille pour un soi-disant Eldorado qu'ils ne trouveront pas.

Si nous n'exigeons pas le traitement rapide des demandes d'asile, nous verrons grandir cette détresse humaine, les jungles, l'insécurité et les tensions que cela génère dans toute la société.

Si nous ne défendons pas la famille, cellule de base de la société, et la stabilité familiale, non pas comme un modèle moral mais comme un modèle social, alors la famille continuera à se désagréger et nous n'aurons pas fini d'en payer le prix.

Si nous les laissons achever l'idée même de Nation, il ne faudra pas s'étonner de voir nos jeunes adhérer à l'idéologie du néant, de la mort et du terrorisme.

Nous avons un modèle de société juste, durable et solide à proposer. A nous de le promouvoir.

Et tant pis, oui tant pis ! Pour ceux qui restent dans les anciens modèles, ils n'ont rien compris, ils ont déjà perdu.

Retroussons-nous les manches pour continuer à consolider les fondations sur lesquelles nos enfants et leurs enfants pourront grandir sereinement. À l'heure où tout se consomme, s'use et se gaspille,

L'AVENIR APPARTIENT À CEUX QUI NE REDOUTENT NI LA PATIENCE, NI LA TÉNACITÉ, NI LA PERSÉVÉRANCE.

Merci pour votre aide, merci pour votre travail, merci pour votre engagement et hauts les cœurs !